



**Le club entre dans le patrimoine
de la Mairie de Cotonou**

**35,75 milliards FCFA pour
brancher 61 127 ménages**



**Gaskiyani
info**
«La vérité de l'Information»

Quotidien béninois d'information, d'analyse, d'investigation et de publicité - N°0627 du Jeudi 15 Octobre 2026

**Un appel à la
vigilance et à la
solidarité**

P.10

P.04

L'Etat met les pétroliers sous pression



P. 11

**« Sur le terrain, la
réalité reste dure »**



P.08

**« La contamination, une
radiation que l'homme attire »**



P. 05

**Le gouvernement clarifie la
chaîne de commandement**



P. 10

**Wallis Zoumarou renonce à sa
nomination de chargé de mission**



INTER

Lisez-nous sur "www.gaskiyani.info"

Paris-N'Djamena

Le retour de l'idylle ?

Cinq visites en cinq ans, dont deux pour la seule année 2026 : l'intensité des échanges au sommet entre Paris et N'Djamena intrigue autant qu'elle interpelle. Alors que la coopération militaire avec la France est décriée au Sahel et que l'illusion d'une alternative russe s'effrite face aux réalités du terrain, le partenariat franco-tchadien connaît une véritable renaissance. Entre réalisme géopolitique, impératifs sécuritaires et enjeux économiques, décryptage d'un retour de flamme stratégique.

La visite de travail que vient d'effectuer à Paris, les 12 et 13 octobre 2026, le chef de l'État tchadien, le maréchal Mahamat Idriss Déby Itno, n'a guère laissé indifférents de nombreux observateurs des relations franco-tchadiennes, voire de la scène politique africaine.

En effet, cette visite intervient quelques mois seulement après celle effectuée par le dirigeant tchadien fin janvier 2026. Les deux chefs d'État se sont également rencontrés en marge du sommet Africa Forward (« Partenariats entre les pays africains et la France pour l'innovation et la croissance »), qui s'est tenu les 11 et 12 mai 2026 à Nairobi, au Kenya. En cinq ans de pouvoir, Mahamat Idriss Déby Itno s'est rendu cinq fois en France, un record. Rarement dans l'histoire des relations diplomatiques entre la France et les pays africains, des rencontres au plus haut sommet ne se sont enchaînées avec une telle proximité temporelle.

Cette dynamique est d'autant plus remarquable qu'elle survient après une période de crispation où un épais nuage aura momentanément assombri les relations entre les deux pays, notamment en matière de coopération militaire et de défense.

Diversification de la coopération

Si la rencontre de mai 2026 avait essentiellement porté sur la diversification et le renforcement de la coopération dans les domaines économiques, de la formation, de l'emploi des jeunes et de la santé, la dernière s'est axée sur la défense et la coopération militaire (formation, logistique, renseignement). Il est par ailleurs significatif de rappeler que trois semaines plus tôt,



le Mouvement des entrepreneurs de France (Medef International), le patronat tchadien, des membres du gouvernement du Tchad en charge des questions économiques et sociales, ainsi que l'ambassade du Tchad en France se sont réunis dans le cadre d'un forum d'affaires. Cette rencontre s'est conclue par la signature de plusieurs accords entre les parties française et tchadienne.

« Déclaration d'intention » pour relancer et restructurer la coopération militaire. Au-delà de ces différentes initiatives qui attestent indubitablement d'un renforcement des relations diplomatiques, le contexte de ce renouveau mérite la plus grande attention. La rencontre du 13 octobre 2026 revêt une importance capitale en raison même de son objet principal : la défense. C'est ainsi que les deux dirigeants ont assisté, à l'issue de leur rencontre, à la signature d'une « déclaration d'intention » qui a été signée par les ministres chargés de la Défense, Catherine Vautrin pour la France et le général Issakha Maloua Djamous pour le Tchad.

Cette « déclaration d'intention » porte notamment sur

la coopération en matière de capacités de défense et doit servir de cadre pour « structurer et développer » la coopération bilatérale de défense, notamment dans quatre domaines : formation ; expertise ; industrie de défense ; technologies, avec l'objectif de contribuer au développement des capacités des forces armées tchadiennes. Cependant, à ce stade, les modalités précises de cette coopération n'ont pas été communiquées par la partie française et tchadienne. Selon plusieurs sources, la « déclaration d'intention » n'ouvre pas immédiatement la voie au retour des forces françaises au Tchad.

Par ailleurs, depuis près d'une décennie, et durant les deux mandats d'Emmanuel Macron, la coopération militaire de la France avec l'Afrique, et particulièrement avec les pays du Sahel, a été vivement critiquée pour son incapacité à endiguer l'expansion du terrorisme djihadiste. Pire, certaines voix accusent sans preuve la France d'être la cause sous-jacente de cette expansion. Installation d'un terreau idéologique russe

La Russie de Vladimir Poutine n'a pas été étrangère

à cette contestation. S'appuyant sur les mercenaires du groupe Wagner menés à l'époque par Evgueni Prigojine, Moscou a su bâtir un terreau idéologique puissant. Elle s'est ainsi imposée auprès d'une partie non négligeable des opinions publiques sahéliennes comme l'unique recours efficace pour garantir leur sécurité à court, moyen et long terme. À tel point que certains pays africains, qui jouissaient jusqu'à d'une relative stabilité, n'ont pas été insensibles aux sirènes moscovites.

Cependant, à l'épreuve du réel, la Russie est apparue tout aussi vulnérable sur les théâtres d'opérations africains que les forces armées régulières qu'elle était venue sauver d'une débâcle face aux djihadistes. Certes, certains modéreront ce constat en évoquant le retour récent des forces armées maliennes dans la ville stratégique de Kidal (nord), mais il s'agit là de l'arbre qui cache la forêt des échecs cuisants des hommes de Wagner au Mali. Sans oublier la récente mutinerie au Niger encore gravée dans les mémoires.

Sur le plan interne, la Russie est manifestement enlisée dans une guerre d'agression sans issue en Ukraine.

Les dégâts matériels considérables infligés par l'armée ukrainienne ont largement écorné le mythe de son invincibilité et de sa suprématie militaire.

Réalisme et lucidité

Ce nouveau départ dans les relations franco-tchadiennes obéit au principe de réalité et à une lecture lucide de l'environnement géopolitique global par les deux partenaires. Pour la France, il est essentiel de maintenir une présence dans cette région clé de l'Afrique. Une absence totale de cet espace aux enjeux géostratégiques majeurs risquerait de fragiliser durablement ses intérêts en Afrique de l'Ouest et du Centre et au Sahel.

Pour le Tchad, qui contient depuis longtemps à ses frontières des crises sécuritaires émanant des pays voisins (Libye, Soudan, RCA, Niger), il est vital pour sa sécurité intérieure et la stabilité de ses institutions de renforcer la formation de ses troupes et de disposer de sources de renseignement fiables afin d'agir avec promptitude et efficacité. De surcroît, les liens historiques entre les forces de défense des deux pays offrent des mécanismes de coopération qui ont déjà fait leurs preuves lors de moments décisifs, quoique fortement décriés par une partie de l'opinion, notamment tchadienne.

Ce retour de flamme dans la coopération franco-tchadienne n'a pas manqué de susciter sarcasmes et critiques parmi les relais de la propagande russe en Afrique. Mais ces réactions traduisent surtout un désarroi croissant : au fil du temps, Moscou fait de moins en moins rêver et inquiète désormais plus qu'elle ne rassure.

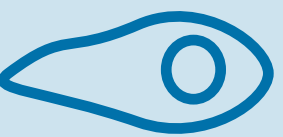
Éric TOPONA

Impressionnerie draogaena

RCCM RB/COT/18 B 21908 - IFU 3201810338436

Offset - Flashage - Sérigraphie - Cachets - Réliure

Péliculage Bache - Impression sur Tee-shirt



Zogbo non loin du CEG
à côté de l'école Technique
CERI FORMATION



96 87 84 35

35,75 milliards FCFA pour brancher 61 127 ménages

En marge des Assemblées annuelles de la Banque mondiale et du Fonds monétaire international (FMI), les 12 et 13 octobre 2026, le Bénin a signé trois accords de financement avec ses partenaires arabes. Montant global mobilisé : 249,5 milliards FCFA, soit plus de 380 millions d'euros. Trois secteurs clés dans le viseur : les transports, l'agriculture et l'énergie. Dans le lot, un volet fait particulièrement briller les yeux : l'électricité.

La Banque arabe pour le développement économique en Afrique (BA-DEA) débloque 65 millions de dollars, soit 35,75 milliards FCFA, pour le Projet d'accès durable et sécurisé à l'électricité (PADS-BEE). Objectif affiché : permettre à la Société béninoise d'énergie électrique (SBEE) d'étendre, de densifier et de mettre aux normes son réseau. Un lifting de grande envergure, pensé pour rattraper des années de déficit et porter la lumière là où elle manquait cruellement. Les chiffres, justement, donnent le vertige. Au total, 127 localités seront raccordées à travers sept départements : Alibori, Atacora, Atlantique, Borgou, Collines, Zou et Plateau. Derrière ces statistiques se cachent des réalités bien concrètes : 61 127 ménages qui verront enfin la lumière s'allumer chez eux, des services publics desservis, des écoles et des centres de santé alimentés, et 4 300 très petites entre-

prises branchées. De quoi faire tourner des ateliers, des boutiques, des moulins, des machines à coudre, des congélateurs. Bref, de quoi transformer le quotidien de milliers de familles et libérer l'énergie entrepreneuriale de tout un pan du pays.

Cerise sur le gâteau : la filière cotonnière, fortement dépendante de l'électricité pour ses activités de transformation, devrait également sentir le courant passer. Un coup de boost bienvenu pour l'économie locale, tant le coton reste une manne stratégique pour le Bénin et pour les régions concernées.

Pour le gouvernement, ces accords sonnent comme une validation éclatante. Les partenaires financiers croient au Bénin, et ils le prouvent noir sur blanc, contrats à l'appui. Cette signature s'inscrit dans la vision du président Romuald Wadagni, qui prône de meilleures conditions de vie pour les populations et fait de l'accès universel à l'énergie



un chantier prioritaire. Une vision qui se traduit en actes, kilomètre de câble après kilomètre de câble, poteau après poteau.

Il faut dire que le mouvement est déjà bien lancé. Le gouvernement avait annoncé plus de 120 000 nouveaux branchements électriques dans 750 localités du pays. Cette fois, c'est une nouvelle vague de 127 localités qui s'apprête

à sortir de l'ombre, comme un second souffle donné à une dynamique déjà en marche. Et ce n'est probablement pas un hasard si le Bénin multiplie les partenariats stratégiques avec les institutions arabes : la diversification des sources de financement devient une arme redoutable pour accélérer les grands chantiers sans dépendre d'un seul bailleur. Reste maintenant l'essentiel

: poser les poteaux, tirer les câbles, installer les transformateurs et allumer la lumière. Sur le papier, le compte est bon : 35,75 milliards FCFA mobilisés, 127 localités concernées, 61 127 ménages raccordés, 4 300 TPE branchées, sept départements touchés. Sur le terrain, l'histoire ne fait que commencer.

Arnaud ACAKPO (Coll)

Pénurie de carburant au Bénin

L'Etat met les pétroliers sous pression

Les longues files d'attente devant les stations-service ont assez duré. Surtout dans la partie septentrionale du pays, où la patience des automobilistes a été mise à rude épreuve ces derniers jours. Face à cette tension, le gouvernement a décidé de prendre ses responsabilités et d'exiger des résultats immédiats. Pas de discours, pas de promesses creuses. Des actes.

Sur instructions fermes de la ministre de l'Industrie et du Commerce, Shadiya Alimatou Assouman, son directeur de cabinet, Laurent Akpo, a réuni d'urgence mercredi 14 octobre 2026 l'ensemble des acteurs du secteur pétrolier. Autour de la table, le directeur général des Dépôts Pétroliers du Bénin, Docteur Sosthène Mesmin Hounsou, et tous ceux qui font tourner la chaîne d'approvisionnement. L'ambiance n'était pas à la rigolade. Le message était clair, net et sans bavure. Premier point à l'ordre du jour, un ultimatum de quarante-huit heures. Le ministre a sommé les distributeurs et les gestionnaires de stations de mobiliser im-

médiatement toutes les ressources logistiques nécessaires pour réapprovisionner les cuves au rythme réel de la demande. Traduction simple : dans deux jours, la tension doit être totalement retombée sur l'ensemble du territoire national. Les camions doivent rouler, les cuves doivent se remplir, les files doivent disparaître. Chacun est désormais face à ses responsabilités.

En contrepartie de cet effort exigé, le gouvernement s'engage de son côté à fluidifier et à raccourcir les délais administratifs sur toute la chaîne d'approvisionnement. Le but visé est de faciliter les rotations de camions et éviter que la paperasse ne freine le carburant. Un geste

de bonne volonté qui montre que l'État ne se contente pas d'ordonner, il accompagne aussi.

Mais il y a un point sur lequel le gouvernement ne transigera pas. La tolérance zéro pour le détournement vers l'informel. Le directeur de cabinet a fermement dénoncé les dérives constatées la nuit dans certaines stations, où des pompistes remplissent clandestinement des centaines de bidons jaunes pour alimenter le marché noir. Un commerce parallèle qui se fait au détriment des usagers réguliers, ces automobilistes et ces conducteurs de taxi qui attendent leur tour sous le soleil. Pour mettre fin à ces pratiques, un dispositif



de contrôle rigoureux a été déployé sur le terrain. Les opérateurs indécents et les pompistes complices pris en flagrant délit subiront sans réserve les rigueurs de la loi. Le secteur pétrolier est

désormais face à ses obligations, et les consommateurs attendent un retour rapide et effectif à la normale dès les prochaines heures.

Pierre MATCHOUDO

SOCIÉTÉ

Lisez-nous sur "www.gaskiyani.info"

Pôles de développement au Bénin

Le gouvernement clarifie la chaîne de commandement

Ils sont six délégués généraux fraîchement annoncés pour piloter les pôles de développement territorial. Dans les couloirs des mairies et des préfectures, une inquiétude circule sur la place de ces nouveaux venus face aux autorités locales. Le porte-parole du gouvernement, Wilfried Léandre Houngbédji, tranche sans détour.

C'était le jeudi 8 octobre 2026, lors du live Facebook « Questions d'actualité ». Face aux internautes, le ministre porte-parole du gouvernement béninois a joué la carte de la transparence. Pas question de laisser planer le moindre doute : les délégués généraux des pôles de développement territorial ne seront ni des super-préfets, ni des maires bis. Leur mission ? Coordonner, pas commander. « Rien ne change pour les préfets et les maires qui sont en place », a martelé Wilfried Léandre Houngbédji, d'après Banouto. Dans son propos, chaque mot compte. Les préfets conservent leurs prérogatives départementales. Les maires, leur autorité communale. Et les délégués généraux ? Ils n'auront aucune autorité hiérarchique sur eux. « Ils n'imposent pas de décisions ou d'attitudes aux préfets. Ils ne leur donnent pas d'ordres. Pas plus qu'ils ne donnent aux maires qui sont en place », a insisté le ministre.

Alors, à quoi serviront-ils ? Leur rôle est de suivre les projets de développement,

identifier les opportunités et planifier les actions avec les acteurs concernés. « Ils seront surtout là pour administrer, suivre les projets que nous allons mettre en œuvre, identifier les opportunités et planifier l'exécution [...] avec les acteurs », a expliqué Wilfried Léandre Houngbédji. Des facilitateurs, pas des donneurs d'ordres.

Le Grand Nokoué, laboratoire de la symbiose

Pour illustrer cette coopération, Wilfried Léandre Houngbédji a pris un exemple concret : le pôle du Grand Nokoué. Trois départements (Ouémé, Littoral, Atlantique), cinq communes majeures (Abomey-Calavi, Cotonou, Ouidah, Porto-Novo et Sèmè-Kpodji). Le délégué général de ce pôle devra travailler main dans la main avec trois préfets et plusieurs maires. « Le préfet, dans son département, c'est le représentant du chef de l'État et de chacun des membres du gouvernement. Le maire, c'est le premier responsable local », a rappelé le porte-parole. Et d'ajouter : « Chacun



sera dans son couloir, exerçant ses prérogatives. Et ce que nous recherchons, c'est qu'il y ait in fine une belle symbiose. » Une symbiose, pas une hiérarchie. Le délégué général devra rapprocher les acteurs, identifier les potentialités et créer les conditions favorables à la réalisation des projets. Un chef d'orchestre, en somme, qui ne joue pas à la place des musiciens.

Six pôles, quatre axes, un seul objectif

Cette réforme territoriale, voulue par le président de la République, subdivise tout le pays en six pôles de développement. Le Nord-Est (Parakou, Kandi, Malanville...),

le Nord-Ouest (Natitingou, Djougou, Tanguéta...), le Centre (Abomey, Bohicon, Dassa-Zoumè...), le Sud-Est (Pobè, Kétou, Sakété...), le Sud-Ouest (Lokossa, Comè, Grand-Popo...) et le Grand Nokoué. Chaque pôle regroupe des communes partageant des caractéristiques et des atouts reconnus. L'objectif est d'accélérer le développement équilibré du territoire national, éradiquer l'extrême pauvreté, créer des emplois directs et faire émerger des industries et des infrastructures socio-économiques. Quatre axes transversaux guident cette ambition : l'agriculture, le tourisme, l'industrie et l'innovation. Rien de moins.

Un calendrier en quatre temps

La mise en œuvre se déploiera en quatre étapes. D'octobre à décembre 2026 : installation des organes de gouvernance, nomination des délégués généraux, diagnostic économique et territorial. De janvier à mars 2027 : structuration de l'attractivité de chaque pôle, identification des filières prioritaires et des besoins en infrastructures. D'avril à juin 2027 : planification et adoption de la feuille de route opérationnelle. De juillet à décembre 2027 : engagement et déploiement, avec le lancement des projets prioritaires. Un Comité national de pilotage, présidé par le chef de l'État, chapeautera l'ensemble. Chaque délégation de pôle sera dirigée par un délégué général, assisté de chargés de mission, d'experts et d'un personnel d'appui. Le dispositif est rodé. Reste à voir la mécanique s'ébranler sur le terrain.

Damien TOLOMISSI

Pôles de développement

Le ministre Yahouédéou en tournée dans les 12 départements

Le ministre de la Décentralisation et de la Gouvernance Locale, Janvier Yahouédéou, a entamé une tournée nationale depuis le mardi 13 octobre 2026. Cette tournée s'inscrit dans le cadre des préparatifs de la mise en place des pôles de développement territorial. Cette réforme majeure de l'organisation territoriale exige une préparation rigoureuse, tant sur le plan organisationnel que matériel.

À travers cette tournée, le ministre entend échanger avec les préfets des douze départements du pays. Il souhaite également évaluer les infrastructures administratives disponibles et identifier les besoins liés à l'installation des futurs délégués généraux des pôles et de leurs équipes. L'objectif est de réunir, dès le démarrage de la réforme, les conditions nécessaires au bon fonc-

tionnement des nouvelles structures et à leur complémentarité avec les administrations territoriales existantes. La première étape de cette tournée a conduit le ministre à Parakou. Sur place, il a visité les locaux de l'ancienne préfecture ainsi que la Cité administrative qui abrite la nouvelle préfecture et les directions départementales. La tournée se poursuivra à Kandi, Natitingou, Djougou, Dassa-Zoumè



et dans d'autres localités. Il s'agit d'anticiper les besoins et de préparer, dans les meilleures conditions, le déploiement de cette nouvelle architecture territoriale. À travers cette démarche, le ministère réaffirme son engagement à accompagner la réforme pour faire du développement territorial une réalité concrète au bénéfice des populations.

Patrice ADJAHO

Lisez-nous sur "www.gaskiyani.info"

GRILLE TARIFAIRE GASKIYANI INFO**I-TARIF ESPACE BLANC NOIR (PUBLI-REPORTAGE)**

<i>Passages</i>	1-3	3 à 6	+6	Avec titre à la Une
1 Page	170 000	150 000	140 000	190 000
1/2 Page	130 000	110 000	80 000	150 000
1/4 de Page	70 000	60 000	50 000	90 000

II- TARIF ESPACES BLAN NOIR

<i>Passages</i>	1-3	3 à 5	+5	Avec titre à la Une
1 Page	150 000	130 000	120 000	170 000
1/2 Page	100 000	80 000	70 000	150 000
1/4 de Page	60 000	50 000	40 000	90 000
1/8 de page	30 000	25 000	20 000	40 000

III-TARIF ESPACES QUADRICROMIES**I -LA TROIS**

<i>Passages</i>	1-3	3 à 5	+5
1 Page	250 000	200 000	180 000
1/2 page	130 000	100 000	80 000

II -LA DIX

<i>Passages</i>	1-3	3 à 5	+5
1 Page	200 000	250 000	150 000
1/2 Page	100 000	90 000	75 000

III -LA DER

<i>Passages</i>	1-3	3 à 5	+5
1 Page	300 000	250 000	200 000
1/2 Page	150 000	130 000	120 000

IV -LA UNE

<i>Passages</i>	1-3	3 à 5	+5
Oreille	30 000	20 000	15 000
Bandeau (en Haut)	50 000	45 000	40 000
Bandeau(en BAS)	45 000	40 000	30 000

IV-APPRECIATIONS

Format du Journal	240 x 340 (24cm x 34cm)
Couverture	Cotonou, Ouémé, Parakou, Abomey, Lokossa et Etranger
Audience	Au moins 20. 000 lecteurs journaliers
Circuit de Distribution	Abonnement : Entreprises ; Ventes directes ; Librairies ; Kiosques ; Web : www.gaskiyani.info

NB : Nos prix sont en hors taxes et donnent droit à une présence**Sur notre site : www.gaskiyani.info (Tél: 67 123636)****La Direction Commerciale**

URGENCES

OPT Renseignements.....	112
OPT International.....	110
OPT Interurbain.....	115
Actel.....	114
Dérangement.....	119
Police Secours.....	117
Sapeurs Pompiers.....	118
Brigade des Mineurs.....	160
Ambulance.....	21 301 760/21 300 506
SBEE Dépannage.....	21 312 410
Météo.....	21 301 402
CNHU H.K. Maga.....	21 300 155
HOMEL Lagune.....	21 313 128
Hôpital El-Fateh.....	20 246 124
Jacquot-Psychiatrique.....	21 301 044
Hôpital de Natitingou.....	23 821 232
Centre Lazaret.....	21 331 827
CHD Porto-Novo.....	20 213 590
Hôpital de Djougou.....	23 800 140
Centre Médical Parakou.....	23 610 134
CHD Borgou.....	23 610 721
Service National Paludisme.....	21 330 891
Hôpital de Ouidah.....	21 341 010
CHD Abomey.....	22 500 061
SAMU.....	20 212 266 (PN) / 21 307 336 (CTN)
CHD/MONO Lokossa.....	22 411 590
Clinique «le Bon Samaritain».....	21 300 510
Clinique Boni d'Akpakpa.....	21 331 437/ 21 330 640
Clinique «Les Grâces» Bd Roi Guézo.....	21 321 171
Clinique «La Providence».....	21 323 534
Clinique Polyvalente «Mahuna».....	21 301 435
Clinique Ophtamologique «La lumière».....	21 300 488
Clinique Centrale.....	21 321 997
Clinique «Maranatha».....	21 311 967
Polyclinique «Zone des Ambassades».....	21 333 030

PHARMACIES

Pharmacie VIE & SANTE.....	21 311 988
Pharmacie PRINCIPALE.....	21 313 215
Pharmacie ROND POINT.....	21 302 709
Pharmacie ADECHINA.....	21 326 215
Pharmacie JEANNE D'ARC.....	
Pharmacie FIDJROSSE.....	21 301 973
Pharmacie MENONTIN.....	21 381 202
Pharmacie DANTOKPA.....	21 301 872
Pharmacie de L'HABITAT.....	21 331 759
Pharmacie SEGBEYA.....	
Pharmacie St MARTIN.....	21 331 559
Pharmacie AL'BARIKA.....	21 610 649
Pharmacie LA GRACE.....	21 612 472
Pharmacie Ste ADÈLE.....	

STATIONS RADIO EN FM

Radio Gbêtin FM 88.1 Mhz.....	
Océan FM 88.6 Mhz.....	21 338 419
Collines FM 89 Mhz.....	22 540 741
Rfi FM 90.0 Mhz.....	
Royal FM 90.9 Mhz.....	22 501 751
La Voix de l'Islam FM 91.2 Mhz.....	21 315 178
Carrefour FM 91.7 Mhz.....	22 511 606
Atlantique FM 92.2 Mhz.....	
Adja Ouèrè FM 92.6 Mhz.....	21 250 556
Star FM 94.3 Mhz.....	21 326 765
Trait d'Union FM 95.3 Mhz.....	90 938 402
Planète FM 95.7 Mhz.....	21 303 593
Alléluia FM 96.5 Mhz.....	20 226 803
Alliance FM 97 Mhz.....	21 371 380
Ortb FM 98.2 Mhz.....	21 301 096/ 21 301 437
Afrique Espoir FM 99.1 Mhz.....	20 213 455
CAPP FM 99.6 Mhz.....	21 335 225
Ado FM 100.0 Mhz.....	21 380 271
Radio Imm. Conception FM 101 Mhz.....	21 368 094
Radio Maranatha FM 103.10 Mhz.....	21 325 323
Tokpa FM 104.3 Mhz.....	21 316 132
Couffo FM 104.7 Mhz.....	90 913 499
Golfe FM 105.7 Mhz.....	21 326 844
Urban FM 106.9 Mhz.....	23 613 646
Wèkè FM 107 Mhz.....	20 213 840
Radio-Univers FM 108.0 Mhz.....	

INSTITUTIONS FINANCIÈRES AU BÉNIN

BCEAO.....	21 312 466
Continental Bank.....	21 312 695
Cercle Communautaire Mutuelle.....	21 313 704
Ecobank.....	21 314 023
BIBE.....	21 313 618
BOA.....	21 313 228
CPEC.....	21 385 007
Financial Bank.....	21 313 100
Société Générale de Banques au Bénin.....	21 318 300
PAPME.....	21 311 075
Vita Microbank.....	21 312 623
PADME.....	21 302 092
Banque Sahélo-Sahélienne.....	21 318 707
African Investment Bank.....	21 315 353
Banque Régionale de Solidarité.....	
Banque Atlantique du Bénin.....	21 311 018

COMPAGNIES DE VOYAGE

NTS.....	21 314 948
Air France.....	21 301 815
Ethiopian Airlines.....	21 310 718
Cathay Pacific.....	21 310 897
Air Burkina.....	21 316 828
Bénin Golf Tours.....	21 300 404
Kénya Airways.....	21 316 332
Afriqiyah.....	21 310 528
Confort Lines.....	21 315 815
Air Ivoire.....	21 318 614
Afrique Airlines.....	21 309 295
Ataman Tours.....	95 859 813
Royale Air Maroc.....	21 308 604
Air Sénégal.....	21 336 819
CBM Voyage.....	21 310 842
Toumat Air Tchad.....	21 318 410

AMBASSADES

Allemagne.....	21 312 967
Belgique.....	21 301 875
Brésil.....	21 305 527
Chine.....	21 301 292
Corée.....	21 309 540
Cuba.....	21 315 297
Danemark.....	21 303 862
Délégation de la Com. de l'UE.....	21 312 617
Egypte.....	21 300 842
France.....	21 300 824
Ghana.....	21 300 508
Haïti.....	21 309 764
Libye.....	21 300 452
Niger Siège : Face Hôtel de la plage.....	
Nigeria.....	21 301 142
Ordre de Malte.....	21 312 373
Pays-Bas.....	21 300 439
RDC.....	21 309 178
Rép. Bolivarienne du Vénézuéla.....	95 421 504
Russie.....	21 312 834
Saint Siège.....	21 300 357
Unité d'Appui au Prog. de la Coop. Can.....	21 302 479
USA.....	21 300 650



PRESSE ÉCRITE

Point Média.....	95 94 80 14
La source de l'info.....	95 21 88 70 / 21 00 4071
L'Autre Vision.....	95 714 067 / 90 987 285
La Nouvelle Génération.....	97 876 894 / 90 934 319
Adjinakou.....	20 220 676 / 95 556 905
Djakpata.....	21 324 373 / 90 945 306
Dunya-Info.....	95 960 075 / 90 048 994
Fraternité.....	21 384 770 / 90 903 076
La Cloche.....	97 982 889 / 97 440 403
La Gazette du Palais.....	90 937 854 / 93 465 777
La Nouvelle Tribune.....	21 383 488 / 90 026 551
La Presse du Jour.....	90 929 075 / 21 305 175
La Pyramide.....	97 443 981 / 95 058 406
La Relève.....	97 601 326
La Tribune de la Capitale.....	20 225 569 / 90 948 703
L'Action.....	20 227 243 / 95 960 520
L'Aurore.....	95 785 643
L'Autre Quotidien.....	21 310 199 / 21 310 194
Le Challenge.....	95 950 983 / 97 446 021
Le Confrère de la Matinée.....	90 909 420 / 95 010 248
Le Génie.....	97 697 923 / 95 868 856
Le Gongonneur.....	90 947 672 / 97 762 170
Le Matin.....	21 311 080 / 95 953 163
Le Matinal.....	21 314 920 / 90 010 274
Le Nokoué.....	
Le Nouvel Essor.....	23 610 050 / 90 928 825
Le Pays.....	21 331 009 / 95 342 920
Le Point au Quotidien.....	21 381 213 / 90 916 945
Le Progrès.....	21 325 273 / 95 953 373
Le Renouveau.....	93 078 510 / 95 059 798
Le Républicain.....	21 338 304 / 95 407 088
Le Télégramme.....	21 333 213 / 97 980 599
Le Tropical.....	20 227 241
L'Elite.....	95 794 939 / 90 922 500
Les Echos du Jour.....	21 331 833 / 97 472 234
L'Evénement Précis.....	97 085 389
Libération.....	97 256 112
L'Indépendant.....	
L'Informateur.....	97 448 340
Mutations.....	97 443 563
Notre Temps.....	95 967 563
Nouvelles Mutations.....	90 967 073 / 97 443 563
Panorama.....	97 444 639 / 95 455 617

TÉLÉVISIONS

ORTB(215.25 Mhz)

Route de l'Aéroport

BP 366 Cotonou

Tél. (229) 21 300 628

LC2 (655.25 Mhz)

Akpakpa Sodjèatimè

05 BP 427 Cotonou

Tél. (229)21 324 208/21 337 258

GOLFE TELEVISION (607.25 Mhz)

Immeuble La Gazette du Golfe

C/902 Sikècodji 03 BP 1624

Tél. (229)21 324 208/21 324 209 Fax: 21 325 226

CANAL 3 (639.25 Mhz)

Face Station Mènantin

02 BP 371 Cotonou

Tél.: (229) 21 384 770

QUELQUES MARCHÉS

Atacoro: Djougou, Bassila, Coby, Monta, Tanéka-Koko, Tchabikouma, Kouaba

Borgou: Dérassi, Sokka, Banikoara, Gamia, Goumori, Sekèrè

Zou-Collines: Glazoué, Ikèmon, Covè, Dôme,

Houandougou, Dan, Djidji, Houndjro, Savalou, Sèto, Za-Hla,

Oumbèga, Savè

Atlantique: Cococodji, Pahou, Cocotomey, Kpassè, Tori-Gare,

Kpanroun, Hadjanaho, Sékou, Tofo, Sey, Zè Ahihomey

Littoral: Tokpa, Gbogbanou, Ganhi

Ouémé: Adjarra, Ikpinlè, Azowlissè, Kétou, Pobè, Yko, Hozin

Mono: Agoué, Comè, Klouékanmey, Tchito, Kpinnou, Akodéha

« La contamination, une radiation que l'homme attire »

Selon Dadah Bokpè Houézrèhouèkè, la contamination n'est pas un châtiment venu du dehors. Elle est une radiation que l'homme attire sur lui-même en cherchant une autre lumière que la sienne. Dans ce partage, il parle de la souillure, de la liberté et de la purification, pour que vous sachiez reconnaître, séparer et remettre de l'ordre dans votre être intérieur.

« L'homme pourrait être pur en tout temps dans son être. Mais dans sa nature, il recherche toujours une autre lumière. Il apprend à la connaître, il veut la maîtriser, et ainsi naît la contamination. Elle survient lorsque l'on s'approche de ce qui est impur ou qu'on le manipule. Voilà pourquoi il faut penser à la contamination avant même de commencer le chemin. Elle se forme dans la conscience parce que l'homme a parcouru la route, mais qu'il n'a souvent pas compris ce sentier. Il faut donc la contamination sur la route pour comprendre ce qui est supérieur. Car l'homme doit apprendre à reconnaître et à séparer.

La contamination est ce qui lui permet de suivre ce chemin. Mais il doit apprendre à différencier et à former. La force de l'ensemble est toujours en lui, dans son être. Il doit cependant reconnaître le supérieur dans ce processus. Ainsi la contamination se trouve toujours sur le chemin pour qu'il puisse l'apprendre. Elle se produit parce que les hommes sont destinés à expérimenter le Seigneur dans ce monde. À l'origine, le Seigneur avait créé l'homme à son image. L'homme devait administrer le monde. Par sa chute, la souillure est apparue, parce qu'il a suivi le chemin qui lui était interdit. Par cette chute, il a absorbé l'impureté. La confrontation avec l'impur est donc là, et l'homme doit de nouveau apprendre à se libérer et à utiliser ce qui est supérieur pour contenir ce qui est inférieur. Tant qu'il est dans ce monde et qu'il se trompe, il rencontrera toujours la souillure.

Du point de vue humain, la souillure signifie piétiner son héritage. Dans le plan divin, elle signifie que ce que l'on avait a été oublié. L'homme oublie la lumière que le Seigneur lui a donnée. Il a oublié l'épée et la nécessité. Un homme oublieux ne peut pas distinguer la liberté. Il croit que tout ce qui ne suit

pas les règles est la liberté. Pourtant, les règles rendent l'homme libre, s'il reconnaît l'unité. Il faut alors considérer la lumière de la libération, celle qui vient du divin et non du bas.

Il est important que l'homme aborde pour lui-même le sujet de la liberté, parce qu'il porte en lui cette disposition, soit pour unir la liberté, soit pour la perdre. La liberté est le problème qu'il porte dès la naissance et qu'il doit travailler jusqu'à un âge avancé. Regardez la pureté des enfants qui viennent de naître et des adolescents, comparez-la à celle des personnes plus âgées. L'adolescent ressemble le plus à l'homme dans la période la plus avancée de la vie. Que signifie cela pour ces deux âges ? Quand on considère l'homme au milieu de sa vie, il commence en vérité à se purifier.

L'homme naît presque pur, puis il absorbe progressivement l'impureté jusqu'au point culminant, au centre de son existence. Le bébé pur commence sa vie en contact avec des personnes impures, avec leur pensée mal interprétée et toutes les autres absurdités qui ne correspondent pas au divin. Ces impuretés sont lentement transmises à l'enfant. Puis, en appuyant sur le cœur, lorsque l'on porte cette épée en soi et qu'elle commence à brûler, les connaissances commencent à se révéler. Après cela, l'homme prend conscience de son existence niée. Il doit alors rediriger sa vision et transformer cette lumière, afin de se consacrer à nouveau à la purification.

Cela est difficile à comprendre pour l'homme ordinaire. Mais chacun peut constater en lui-même qu'il est souillé lorsqu'il observe la puissance de ses pensées. Quel est le sens de ses pensées, quel est leur but ? Sur qui ou sur quoi tournent elles, et à qui ou à quoi servent-elles ? On ne peut pas simplifier davantage. Une personne qui veut



comprendre comprendra. Il est inutile d'enseigner au fou. Pour développer un niveau supérieur d'existence, l'homme doit abandonner son existence inférieure. Tous les désirs, les addictions et les actes impurs doivent être mis de côté. Les pensées impures, les actes impurs, tout ce que l'homme recherche doit profiter à l'ordinaire. Alors la pureté est au moins visée dans le sable. L'homme cherche le chemin du milieu, mais il ne le comprend pas. L'angle droit doit être formé. La lumière sacrée est à l'horizon, afin que la croix sacrée puisse être renouvelée.

Mais l'homme de la tentation ne comprend pas cela et cherche en rond. Le cercle est un bon exemple de la recherche dans les coins. L'homme cherche quelque chose qu'il ne peut pas trouver, parce que le cercle le possède et non le carré là-bas. Comment explorer les coins ? Que doit-on donc faire si tel est le cas ? La conscience supérieure doit être utilisée pour minimiser la contamination. Lorsqu'il utilise le supérieur, l'homme peut ordonner l'impureté à partir de cela. Ainsi la contamination ne se produit pas. Grâce à l'ordre,

la contamination n'est pas en contact avec soi-même, mais seulement dans l'exécution de cette activité. Pourtant, l'homme n'est souvent pas conscient de la manière dont on peut obtenir cette force.

Dans le passé, l'homme est allé seul au trou le plus profond et s'est frotté avec la crasse. Il ne restait plus rien de libre sur son corps. Si le Seigneur n'aimait pas l'homme, il l'aurait quitté depuis longtemps. Aujourd'hui, en général, l'homme sait ce qu'il a reçu, il sait aussi ce qui lui manque et où il doit aller. Ce n'est simplement pas tout le monde qui en est conscient. Beaucoup de gens savent inconsciemment que le chemin qu'ils prennent n'est pas le bon, mais malgré tout ils continuent sur cette voie. L'accroche obsessionnelle à l'impur est ce qui les empêche. C'est l'ego qui pousse constamment l'homme vers la contamination.

Seul le cœur intérieur de l'homme peut lui offrir la plus haute clarté de pureté. Il faut éduquer la lumière de l'être intérieur pour qu'elle puisse manifester le divin pour l'homme dans ce monde. À part le soleil, tout le reste dans ce monde, sur

cette Terre, est contaminé. Le marécage est le meilleur exemple à citer. Il est sale et attire de plus en plus les autres à l'intérieur jusqu'à les engloutir complètement.

La contamination dans le règne animal se produit aussi là où les animaux ne sont plus à la lumière du Divin. Cela signifie là où l'homme entre en action. L'animal est contaminé en premier. Mais par le contact avec la matière, avec les plantes et les animaux qu'ils mangent, la contamination se répartit toujours régulièrement dans le monde entier. Dans l'autre monde, l'équilibre est toujours rétabli. La Terre est le théâtre pour apprendre le Divin et pour apprendre l'impureté. Il faut la reconnaître pour pouvoir la séparer. L'homme qui cherche l'unité la connaîtra. Alors puisse la paix venir. L'homme doit retrouver son ordre fondamental. La Terre n'est pas son chez lui. Il ne peut pas purifier entièrement la Terre tant qu'il ne s'est pas purifié lui-même. Mes chers enfants de la vérité, que ces paroles venues d'une source supérieure vous apportent onction et bénédiction à tout moment. »

**UNE REFLEXION
DE DADAH BOKPE
HOUZREHOUKE**

Le Bénin dans le grand bain régional

Le compte à rebours est lancé. Dans quelques semaines, Dakar accueillera les Jeux Olympiques de la Jeunesse, du 31 octobre au 13 novembre 2026. Et le Bénin ne compte pas y aller en simple spectateur. Le Comité National Olympique et Sportif du Bénin a annoncé qu'un camp régional de préparation se tient depuis le 10 octobre et finira le 16 octobre à Saint-Louis, au Sénégal. Une initiative généreusement offerte par la Communauté Economique des États de l'Afrique de l'Ouest.

Il sont six à avoir répondu à l'appel. Le Bénin, bien sûr, mais aussi le Sénégal, la Côte d'Ivoire, la Gambie, le Togo et le Cap-Vert. Tous réunis autour de deux disciplines bien précises : l'athlétisme et la natation. L'idée est simple et ambitieuse à la fois. Offrir aux jeunes sportifs un espace où ils peuvent aiguiser leurs techniques, échanger avec d'autres talents de la sous-région et grandir ensemble. Car le sport de haut niveau ne se construit pas en solitaire.

Dans les rangs béninois, un nom attire l'attention. Kissagui Guera Ibrahim. Ce jeune athlète porte les espoirs du pays dans ce camp sénégalais. Arrivé à Saint-Louis dans la nuit qui a précédé le coup d'envoi des activités, il n'a pas perdu de temps. Dès le dimanche 11 octobre, les entraînements ont commencé. Sous l'œil vigilant d'Evrard Anayan, directeur technique national de la Fédération béninoise d'athlétisme, qui a fait le déplacement pour accompagner son poulain. La première séance a mis l'ac-

cent sur la vitesse et la préparation physique. Après un échauffement soigné et des gammes éducatives de sprint, le jeune homme a enchaîné les répétitions sur 120 mètres. Puis sont venus les exercices de mobilité, pensés pour accompagner le travail physique déjà engagé. L'après-midi, place au repos et à la récupération, avec notamment des exercices en piscine. Cette alternance entre effort et récupération n'a rien d'un hasard. Elle traduit une préparation sportive structurée, où la progression du corps doit aller de pair avec une gestion intelligente de la charge d'entraînement.

Les activités se déroulent à l'Université Gaston Berger de Saint-Louis. Un cadre idéal pour les athlètes. Les séances d'athlétisme sont pilotées par le directeur technique national de la Fédération sénégalaise d'athlétisme, avec le concours des entraîneurs et des directeurs techniques nationaux présents. Chacun apporte sa pierre à l'édifice. Et chacun repart avec



quelque chose en plus dans sa besace.

Car au-delà des athlètes, ce sont aussi les encadreurs qui profitent du dispositif. Détecter un talent ne suffit pas. Il faut ensuite le faire grandir, le suivre, le planifier, le comprendre. Le renforcement des capacités des entraîneurs est donc un enjeu de taille. Ce camp offre à ces hommes et ces femmes de terrain l'occasion de confronter leurs méthodes, de partager leurs expériences et d'approfondir leur connaissance des exigences de la per-

formance.

Le soutien de la CEDEAO dans cette affaire n'est pas anodin. Il dit quelque chose de fort. Le sport est un levier de développement pour la jeunesse ouest-africaine. En réunissant six nations autour de l'athlétisme et de la natation, l'institution régionale encourage la circulation des savoir-faire et la mutualisation des compétences. Une dynamique qui profite à tous et qui rappelle que la performance africaine repose sur la formation, la transmission et l'accom-

pagnement continu des talents. Pour le Bénin, cette participation s'inscrit directement dans la préparation de sa délégation aux JOJ Dakar 2026. Le Comité national olympique et sportif du Bénin salue l'initiative et encourage chaleureusement Kissagui Guera Ibrahim ainsi que son encadrement à poursuivre leurs efforts. Il réaffirme aussi son engagement à accompagner les jeunes talents, à renforcer les capacités techniques et à promouvoir les valeurs olympiques.

Jusqu'au 16 octobre, l'enjeu est clair à Saint-Louis. Tirer le meilleur de chaque séance, progresser, apprendre. Pour le jeune athlète béninois et son équipe, ce rendez-vous régional est une étape de travail précieuse avant le grand saut olympique. Entre sueur, partage et coopération, le Bénin trace sa route vers Dakar. Et il compte bien y faire parler de lui.

K. MAHOUTONDJI

Requins FC de l'Atlantique

Le club entre dans le patrimoine de la Mairie de Cotonou

C'est désormais une certitude. Le club des Awissi Wassa appartient maintenant à la ville de Cotonou. Pendant de longues années, les Requins FC de l'Atlantique ont traversé des tempêtes à répétition. Mardi 13 octobre 2026, un vote unanime a scellé le transfert de propriété. La ville vitrine du Bénin prend donc les rênes de cette formation légendaire.

Une page nouvelle s'ouvre pour les Rouge et blanc. Le processus de cession, engagé depuis un moment, a enfin trouvé son dénouement. La municipalité de Cotonou devient l'actionnaire principal. Elle agira aux côtés d'autres partenaires investisseurs. Son ambition est de faire rayonner le football pro-

fessionnel à travers ce club historique qui a marqué plusieurs générations. La mairie entend d'abord dresser un état des lieux complet. Elle étudiera la situation réelle du club. Ensuite, elle choisira parmi les options de collaboration celle qui servira au mieux ses intérêts. Cette démarche vise à poser des bases solides

pour l'avenir. Le club pourrait aussi changer de nom. Cotonou n'appartient plus au département de l'Atlantique. Il devient donc logique de repenser son appellation. Le nom Requins FC de Cotonou est avancé. Certains proposent plutôt Les Requins de l'Atlantique de Cotonou. Des échanges se poursuivront pour

trancher cette question. Sur le plan juridique, une Société Anonyme Sportive Professionnelle sera créée. La commune en sera l'unique actionnaire. Avant cela, un audit sera mené. Il passera en revue les ressources humaines, le matériel et les finances. Une convention sera ensuite signée entre la ville et

le club. L'association, elle, continuera d'exister. Ce changement marque un tournant. Les supporters attendent beaucoup de cette nouvelle gouvernance. Cotonou veut redonner au club sa splendeur d'antan. Le défi est grand, mais l'espoir est permis.

K. MAHOUTONDJI

Championnats d'Afrique élite de boxe, Nairobi 2026

Quatre pugilistes béninois en quête de gloire sur le ring continental

Le Bénin sera bien présent aux championnats d'Afrique élite de boxe. La compétition se tient du 15 au 28 octobre 2026 à la Kasarani Indoor Arena de Nairobi, au Kenya. Quatre boxeurs béninois, dont deux femmes, portent les couleurs nationales. Ils affichent une belle détermination et un esprit conquérant.

Pour bien préparer ce rendez-vous continental, la Fédération Béninoise de Boxe a organisé une mise au vert d'environ deux semaines. Les athlètes ont été retenus le 26 septembre, après des combats tests entre champions et vice-champions des championnats nationaux amateurs de 2026. Cette étape a permis de choisir les meilleurs représentants. Elle visait aussi à mettre les pugilistes dans les

meilleures conditions possibles. Sur place, les quatre représentants bénéficient de l'accompagnement de deux entraîneurs et d'un médecin. Le président de la fédération, Pierre Léonard Hinvi, a effectué également le déplacement. Il espère voir ses protégés réaliser de belles performances et faire flotter haut le drapeau béninois sur le ring africain. 20 pays prennent part à ces championnats organisés par

African Boxing. Les boxeurs béninois veulent saisir cette occasion. Ils sont conscients de l'enjeu. Leur objectif est de monter sur le podium et de rentrer avec des médailles. Tous les ingrédients semblent réunis pour une belle aventure sportive. Le Bénin croit en ses chances. La délégation est prête à en découdre.

K. MAHOUTONDJI



Montée des eaux au Bénin

Un appel à la vigilance et à la solidarité

La crue saisonnière du fleuve Ouémé et celle du Couffo plongent plusieurs communes du Bénin dans une situation difficile. À Adjohoun, à Bonou et à Lalo, les eaux montent vite. Elles envahissent les cours, les ruelles et les champs. Les habitants regardent le fleuve avec inquiétude. Chaque jour, le niveau de l'eau augmente. Les villages riverains se retrouvent comme isolés. Les voies de circulation deviennent impraticables. Les écoles sont touchées. Les marchés fonctionnent au ralenti. La vie quotidienne change brusquement.

Dans la commune d'Adjohoun, plusieurs localités vivent sous la pression de l'eau. Gangban, Togbota, Danou et Gogbo sont parmi les plus touchées. À Bonou, les localités de Damè Wogon, Hounviguè, Atchonsa et Affamè subissent aussi la montée du fleuve. Les maisons sont entourées d'eau. Les familles dorment dans des conditions précaires. Les pirogues deviennent parfois le seul moyen de se déplacer. Mais ces déplacements restent dangereux. Les autorités demandent aux habitants d'éviter les traversées sans équipements de sauvetage. Elles conseillent aussi de surveiller les enfants et les personnes âgées.

Les conséquences sociales et économiques sont lourdes. Les artisans ne peuvent plus travailler normalement. Les commerçants perdent leurs marchandises. Les pêcheurs ont du mal à exercer leur métier. Les plantations de maïs et de manioc sont englouties. Des mois de travail agricole sont perdus. Face à cette situation, les élus communaux se mobilisent. À Adjohoun, le maire Félicien Hounkanrin a fait une tournée d'inspection. Il a annoncé le passage au niveau d'alerte jaune. Ce niveau correspond à

un risque moyen. Il appelle les populations à la vigilance. Il recommande la solidarité entre voisins. À Bonou, le maire Emmanuel Zounmènou s'est rendu dans les zones sinistrées le 9 octobre 2026. Il était accompagné de son premier adjoint Paulin Akouegnioundé, du chef d'arrondissement de Damè Wogon Clément Agossou, de cadres municipaux et de représentants de la Croix Rouge. La délégation a écouté les villageois. Ces personnes ont parlé de la submersion de leurs foyers et du manque d'eau saine. La mairie promet de coordonner des réponses d'urgence.

Lalo : le Couffo sort de son lit

Le Couffo a encore débordé. Le mercredi 30 septembre 2026, les eaux du fleuve ont envahi plusieurs localités de la commune de Lalo, dans le département du Couffo. La maire Pélagie Gowui a conduit une descente sur le terrain. Elle était accompagnée de ses adjoints, du secrétaire exécutif, de ses cadres techniques, des volontaires de la Croix Rouge et du commissaire de police de Lalo. La délégation a visité trois arrondissements touchés par la montée des eaux. Dans l'ar-



ondissement de Ahomadegbé, elle est passée au village Ahomadegbé centre, notamment dans les hameaux Towéta et Tozounmè. Dans l'arrondissement de Tohou, elle a parcouru le village Tohou centre, ainsi que Sawanou et Hêhoukpa. La tournée s'est achevée dans l'arrondissement de Tchito, au village Zounhomey.

Partout, le même spectacle. Les cours sont inondées. Les habitants vivent les pieds dans l'eau. Les voies de circulation sont coupées. Les familles les plus exposées ont été recensées. La Croix Rouge a profité de la visite pour sensibiliser les populations aux gestes qui sauvent. Le commissaire de police a rappelé les consignes de prudence. Le niveau du fleuve reste élevé. La situation pourrait s'aggraver si les pluies

continuent. Selon les premiers témoignages, plusieurs familles ont passé la nuit dans des conditions difficiles. Des élèves n'ont pas pu rejoindre leur école. Des champs ont été submergés. Les récoltes et les revenus des ménages sont menacés. La maire a invité les sinistrés à rejoindre les lieux sûrs identifiés par la commune. Elle a promis que les autorités communales resteraient aux côtés des populations. Les besoins urgents concernent l'hébergement, l'eau potable, la nourriture et les médicaments.

Des besoins urgents et des solutions durables

Le Couffo connaît des crues répétées ces dernières années. Chaque saison des pluies ramène son lot de drames. Les habitants demandent des solutions durables. Ils parlent du

curage des cours d'eau, de la construction de digues et du déplacement des habitations situées dans les zones à risque. Ces demandes reviennent souvent. Les populations espèrent être vite secourues. Elles souhaitent aussi que l'État et les partenaires accompagnent les communes dans la prévention.

Un appel à la vigilance et à la solidarité

La montée des eaux due à la crue n'est pas seulement un phénomène naturel. Elle devient une épreuve sociale et économique. Elle touche les plus modestes. Elle menace la santé, l'école, l'alimentation et le logement. Face à ce danger, la vigilance est nécessaire. La solidarité est essentielle. Les autorités appellent les riverains à suivre les consignes. Les familles doivent se mettre à l'abri. Les voisins doivent s'entraider. Les communes ont besoin de moyens pour répondre à l'urgence. Elles ont aussi besoin de solutions de long terme. Au Bénin, Adjohoun, Bonou et Lalo rappellent que l'eau peut donner la vie, mais qu'elle peut aussi tout emporter quand elle monte trop vite.

Damien TOLOMISSI

Assemblée nationale

Wallis Zoumarou renonce à sa nomination de chargé de mission

Le nom de Wallis Zoumarou avait été retenu parmi les treize personnes appelées à accompagner le président de l'Assemblée nationale. Sa présence sur la liste, connue du public le 7 octobre, semblait acquise. Pourtant, l'intéressé a choisi de ne pas répondre favorablement. Il a écarté la proposition qui lui était faite. Son refus a été rendu public et suscite déjà des questions.

Wallis Zoumarou dit avoir reçu cette marque d'estime avec reconnaissance. Mais il explique que les conditions ne sont pas réunies pour accepter. Dans une lettre adressée samedi 10 octobre à Abdoulaye Bio Tchané, président du Bloc républicain, d'après La Nation, il expose les raisons de son retrait. Cette correspondance témoigne de sa volonté de rester transparent. Elle montre son attachement à sa famille politique. Le premier motif concerne son départ du Conseil économique et social départemental de la Donga. Il occupait la fonction de coordonnateur. Il affirme ne pas connaître les causes de

son éviction. Avant de recevoir une nouvelle responsabilité, il souhaite comprendre ce qui s'est passé. Pour lui, le silence autour de ce retrait pèse sur la confiance. Le deuxième motif touche la méthode. Wallis Zoumarou soutient que le Bloc républicain ne l'a pas consulté avant que son nom soit cité. Il aurait appris sa désignation sans échange préalable. Or, un poste de cette nature demande une concertation. Le concerné doit pouvoir dire oui ou non en connaissance de cause. Ce manque de dialogue a nourri son malaise. Le troisième motif renvoie à ses engagements actuels. Il est coordonnateur du Bloc républicain dans la 13ème

circonscription électorale. Il dit rester loyal, fidèle et dévoué à son parti. Il estime que ces responsabilités n'ont pas été prises en compte. Il ne veut pas donner l'impression de courir après les postes. Il préfère donc se retirer avec dignité. Malgré ce refus, Wallis Zoumarou ne claque pas la porte. Il réaffirme son engagement pour le rayonnement du Bloc républicain. Il promet de continuer à travailler pour l'émergence de sa formation. Son geste se veut donc un rappel, pas une rupture. Il demande simplement plus de clarté et de respect dans les choix.

Milca Bona Gani KINNOU



SOCIETE

Lisez-nous sur "www.gaskiyani.info"

AJDMDB monte au créneau

« Sur le terrain, la réalité reste dure »

Dans une lettre ouverte numéro 3 rendue publique le 13 octobre 2026, l'Association des Jeunes Déclarants et Mandataires en Douane du Bénin (AJDMDB) a décidé de parler haut et fort. Un hommage appuyé au chef de l'État, une interpellation directe du directeur général du Port autonome de Cotonou et un constat amer. Malgré les promesses, rien ne bouge.

L'association commence par saluer la réactivité du président Romuald Wadagni. « Depuis son accession à la magistrature suprême, Son Excellence Romuald Wadagni a montré qu'il est un Président différent. Un Président qui écoute. Un Président qui agit », écrit-elle. La preuve, après la lettre ouverte lancée le 28 septembre 2026, le chef de l'État a réagi en moins de 48 heures, demandant au Ministre du Cadre de vie chargé des Transports de recevoir les jeunes transitaires. « Quel Président aurait fait ça ? C'est du jamais vu dans l'histoire du Port de Cotonou », s'exclame l'association, qui remercie aussi le ministre pour l'avoir reçue pendant plus d'une heure trente le 30 septembre.

Mais l'heure n'est pas à la fête. Sur le terrain, la réalité reste dure. Selon l'AJDMDB, Bénin Terminal continue de facturer des millions de surestaries pour ses propres pannes. ATRAL, qui dispose de cinq jours pour positionner les conteneurs en transit vers les pays de l'intérieur, ne produit que des renouvellements. « Depuis plusieurs mois, c'est seulement les renouvellements qui tombent comme des bombes atomiques sur la tête des clients qui n'ont rien



demandé », dénonce la lettre. Même lorsque le client a tout payé avec reçu, l'attente se prolonge. Et les renouvellements injustes pleuvent pour des retards créés par le port lui-même.

Le 7 octobre 2026, l'association a écrit au Directeur général du Port autonome de Cotonou pour demander le respect des engagements relatifs à la suspension des surestaries et au déblocage de l'accès des camions. Le 9 octobre, elle a déposé au secrétariat du ministre un compte rendu de situation. Résultat, rien n'a bougé. Pire, la situation s'aggrave.

Les opérateurs ne savent plus où mettre la tête.

Le plus inquiétant reste la fuite des clients. « On va quitter votre port, on va à Lomé, à Lagos, là-bas ils sont plus rapides », rapportent chaque jour les déclarants. L'association rappelle qu'à la SESUR, une seule lettre au ministre des Finances avait suffi à débloquent les cautions. Elle s'interroge aussi sur la disparition de l'Argus depuis 2022, un outil pourtant formidable de la douane, et propose d'expérimenter WANG Technologies à l'heure de la digitalisation. L'AJDMDB annonce enfin sa nouvelle mission. Elle se présente comme « l'œil du Président Wadagni et du Ministre du Cadre de vie chargé des Transports au Port ». « Le Président ne peut pas être à 22h sur les parcs. Nous, nous y sommes », prévient-elle. Elle promet de documenter chaque surestarie illégale, photos, vidéos et factures à l'appui, et de tout envoyer à la Présidence. Pour le bureau exécutif national, Marouf Salami signe ce cri d'alarme. Le port de Cotonou, dit-il en substance, doit choisir entre la compétitivité et le naufrage.

F. AKODODJA



Gaskiyani info

“Quotidien béninois d'information, d'analyse, d'investigation et de publicité”
Autorisation N° 304-22/HAAC/PT/CLC/SG/SGA/DAJDC/
SDC/SCS * 5ème année. Tél.: (00229) 67 123 636
E-mail: gaskiyaniinfo@yahoo.com

SIÈGE ET ADMINISTRATION

Agla Akplomey Dépôt légal N° 12376 du 20 Août 2020* Bibliothèque Nationale du Bénin * 3ème Trimestre * ISSN: 1840-9938

Site web: gaskiyani.info

Director Editorial

1-Pierre MATCHOUDO

2-Ouorou-Asso BABERI

Directeur de Publication

Damien TOLOMISSI

0197909685

Secrétaire

Merveille METOLI

67123636

Rédaction

-Patrice ADJAHO

-Robert KEKELY

-Bruno AGASSOUNON

-Arnaud ACAKPO

-Etienne YEMADJE

-Fidèle AKODODJA

Maquette & Graphisme

Hugue AGONKAN (01 40 36 30 30)

Illustrations

Jeannot HOUENOU

Correction

-Pierre MATCHOUDO

-Ouorou-Asso BABERI

Service Commercial

Responsable

Reine YETONGNON

01 67 123 636

Imprimerie

IMPRIMERIE DRACAENA
ZOGBO NON LOIN DU CEG

Tél: 01 96 878 435

1500 Exemplaires



LA MEILLEURE PLATEFORME
DE PARIS SPORTIFS

WWW.LNBPARI.COM

Consultez les mentions légales sur
www.loterlebenin.bj



Jouez responsable